



ANARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

BAS LES MASQUES !

EDITO /// GROS
BONNETS ET
BONNETS ROUGES
/// **ECOLOGIE** ///
LA BOURSE OU LA VIE
// ECOLOGIE ET
ECONOMIE
/// **SOCIETE** ///
HOMEOPATHIE //
MORALE D'UNE CRISE
/// **ACTUALITE** ///
LES MANIFS DE LA
FNSEA // DOUBLE JEU
/// **HISTOIRE** ///
MEMOIRES ET ECRITS
DE NESTOR MAKHNO
/// **INTERNATIONAL** ///
OU EST PASSE
MALDONADO ?
/// **EVENEMENTS** ///
SIA // JEUNES
LIBERTAIRES
/// **APRES UNE**
GUERRE POUR RIEN ///
LE MANIFESTE DE
SARAJEVO



2 EUROS /// N°158
MARS-AVRIL 2018

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

GROS BONNETS ET BONNETS ROUGES !

La presse et autres "pro" de la "com" nous présentent toujours le salon de l'agriculture (et pas des Agriculteurs) comme un nec plus ultra ; un événement à ne pas manquer. Qu'à cela ne tienne, Président et présidentiables, ministres, élus et autres notables s'y précipitent ; être filmés, vus, applaudis, remarqués, ... et être sifflés ou hués, bien loin de les desservir, leur donne une aura de combativité. Tout cela aide la puissante FNSEA à faire sa petite cuisine.

Au-delà du salon et de la cuisine, que nous donne-t-on d'autre à voir ? Chambres (agricoles), bureaux ? ... ou même étables, bergeries, vergers, ... ? Eh, bien, non ! Ce sont leurs poubelles que les exploitants agricoles, bridés par les antennes de la puissante fédération, ont décidé de faire valoir : Bennes de fumiers, de purin, de végétaux invendus ou invendables, etc sont réservés à la population. Et, c'est sans doute motivés par un souci aigu de l'environnement (ou par désespoir ?) qu'ils brûlent des quantités de pneus qui dégagent des fumées extrêmement toxiques et polluantes pour protester contre ce qui leur semble injuste (et nous ne contestons pas le caractère injuste de ce que nombre d'entre eux vivent). Les journaux apprécient et en font leurs choux gras, en accord parfait avec l'ambition capitaliste de l'État et des gros propriétaires. Aucune critique ; ni sur les moyens ou la façon de les employer, ni sur le fond du problème.

Il est vrai que la grande précarité de beaucoup d'agriculteurs les obligent à considérer leur situation à court terme et ne leur laisse pas trop le choix. Pourtant la baisse drastique du nombre d'agriculteurs, une hécatombe (nombre divisé par quatre en soixante ans environ), devrait les faire réfléchir ; sur leurs méthodes, certes, mais aussi sur leurs cibles et sur la puissante fédération nationale (divisée en FDSEA ou FRSEA) qui régit leur présent et détermine leur futur ; ainsi que sur l'efficacité réelle de leurs spectaculaires actions puisque la baisse ne s'arrête pas. Avec une moyenne de vingt-cinq mille paysans par an mettant la clef sous la porte, l'hémorragie est devenue chronique.

Dans le sud de la France, le délégué d'une FDSEA justifiait le recours à des méthodes musclées en déclarant que la solidarité de la population était essentielle et que leurs actions seraient d'autant plus efficaces que

la solidarité serait effective. Grand étonnement de notre part. En effet, nous comprenons parfaitement que l'on nous parle de solidarité mais nous demandons quand même : Où étaient-ils ces exploitants agricoles (pas les gros bonnets, ceux qui triment) lorsqu'il fallait se mobiliser et agir contre la loi « El Khomri » du nom de la ministre qui a donné son nom à cette loi résolument anti-sociale ? Leur absence de solidarité en dit long. Les agriculteurs pauvres en colère semblent, dans une forte proportion, ne pas se rendre compte qu'ils sont instrumentalisés par la "fédé" et que s'il leur est permis de casser, vandaliser et perturber la vie de gens qui ne sont en rien coupables de ce qui leur arrive (lesquels sont souvent dans des situations similaires à la leur), c'est parce que, outre que leurs actions leur donnent l'illusion d'une radicalité et l'impression de faire le maximum, ils servent les intérêts de ceux-là mêmes qui les exploitent. Tant qu'ils n'ouvriront pas les yeux, ils seront, pour beaucoup d'entre eux, irrémédiablement condamnés à disparaître, à plus ou moins brève échéance.

La solidarité est l'une des armes des exploités ; et, il est indispensable que les agriculteurs concernés – comme d'ailleurs les autres exploités – prennent du recul avec ceux qui s'octroient le droit de les représenter. Les agriculteurs ne pourront changer durablement leur situation, et dans un sens qui soit favorable à tous (à eux et à tous les exploités), qu'à l'unique condition d'acquiescer une conscience de classe. Sans cela, sans avoir conscience de la lutte des classes qui se déroule, ils resteront isolés et à la merci d'un système qui rabote par le bas et se développe à leurs dépens. Il nous semble, donc, que les agriculteurs pourraient aller déverser leurs poubelles ailleurs et faire le ménage chez les profiteurs qui les incitent à, uniquement, penser et agir de façon corporatiste. 🚧

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7, Rue Saint Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7, Rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 158 / Mars-Avril 2018 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse - imprimé le 8 Mars 2018 sur les presses d'Axion-
Repro 9, Rue Bessières, Montauban - directeur de la publication : Entremont Nicole

LA BOURSE OU LA VIE

Évoquer l'écologie, aujourd'hui, c'est comme quand, jadis, il était question du suffrage universel. Tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous diront que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'obscurantisme et de l'anarchie. Mais, par la force des choses, quand la pression populaire devient irrésistible, il nous est accordé ce que l'on nous refusait, hier ; mais, fondamentalement, rien ne change (La COP 23 en est un bel exemple).

La prise en compte des exigences écologiques a déjà ses partisans capitalistes même si beaucoup d'adversaires subsistent au sein du patronat. Et pour cause, si certains voient dans l'écologie une belle occasion de faire de fructueuses affaires, d'autres s'inquiètent de l'incompatibilité de leur business avec un changement dans ce sens-là. L'impasse écologique est une certitude depuis les années 70'. Le capitalisme s'ingénie à intégrer cette contrainte de la même façon qu'il a intégré toutes les autres. C'est pourquoi il est important de se poser la question : Que voulons-nous ?

Voulons-nous un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou bien une révolution sociale et culturelle qui abolisse les contraintes du capitalisme et qui instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à l'environnement et à la nature ?

Il faut répondre à la question car l'urgence, aujourd'hui, c'est de ne plus saloper la planète au point qu'elle en devienne inhabitable. Il nous faut tenter de définir, dès le départ, pour quoi nous luttons et pas seulement contre quoi. Il nous faut, aussi, essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques. Expliquons, d'abord, en termes économiques, ce qu'est une contrainte écologique. Prenons par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin. Chaque complexe combine les facteurs suivants :

- les ressources naturelles (air, eau, minéraux) jusqu'ici gratuites car elles n'avaient pas à être reproduites.
- des moyens de production (machines et bâtiments) qui sont le capi-

tal immobilisé et qui s'use. Il faut, donc, en assurer le remplacement (la reproduction).

- de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, former le travailleur).

Dans l'économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs au sein du processus de production a pour but principal le maximum de profit possible. La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le moins pénible possible ou pour que l'usine ménage, au mieux, les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, ou encore pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines.

Dans la vallée du Rhin, la concentration humaine, les pollutions de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents. L'investissement dans la dépollution accroît plus encore la masse des capitaux immobilisés, dont il faut assurer l'amortissement (installations d'épuration) et le produit (la propreté relative de l'air et de l'eau) qui ne peut être vendu. En somme, il y a une augmentation simultanée du poids du capital investi, du coût de la reproduction de celui-ci et des coûts de production sans augmentation des ventes. Par conséquent, ou bien le taux de profit baisse ou bien le prix du produit augmente. La firme cherchera, bien évidemment, à relever le prix de vente, comme le font déjà toutes les autres firmes polluantes (cimenteries,

métallurgie, sidérurgie, etc). En définitive, tous chercheront à faire payer le consommateur, car c'est sur son dos qu'ils vivent. La prise en compte des exigences écologiques aura pour conséquence l'augmentation rapide des prix alors que les salaires réels stagnent déjà. Le pouvoir d'achat populaire sera comprimé et le coût de la dépollution sera prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour vivre (pour consommer, en langage capitaliste).

Il faut bien comprendre que l'économie a pour tâche de tout mettre en oeuvre, aussi efficacement que possible, afin d'optimiser les facteurs de production pour créer le maximum de richesses avec le minimum de ressources naturelles, de capital et de travail. Prenons, par exemple, la réduction de la force de travail humain dans le milieu ouvrier. La proportion de la population active occupée dans l'industrie est tombée d'environ 40 % en 1970 à environ 30 % en 1990, puis à moins de 20 % en 2000 ; chiffres éloquentes.

Le président Macron, ce grand récupérateur, a décidé de se poser en défenseur du climat et a organisé le 12 décembre 2017 un « sommet climat » qu'il prétend être celui du « sommet de l'action » pour montrer que la dynamique se poursuit, malgré le retrait des États-Unis, autour des questions de finances et de climat. Nous assistons à l'alliance entre les écologistes tiers-mondistes et la grande finance, le tout orchestré par l'Union Européenne sous le regard amusé du géant américain qui a désormais pris congé de toute cette mascarade. 🚧

ECONOMIE ET ECOLOGIE

Depuis quelques années, le monde prend lentement conscience des dégâts causés par le mode de développement productiviste lié à l'économie capitaliste. Réchauffement climatique, destruction de la biosphère, effondrement de la bio-diversité, épuisement des ressources naturelles, raréfaction des espaces naturels, artificialisation des sols, empoisonnement par des résidus chimiques de l'eau, de l'air et des sols ... la liste des menaces qui planent sur l'humanité en ce début de XXI^e siècle est très longue et laisse présager un futur très sombre pour les générations à venir.



Pour autant, malgré que tous ces faits soient scientifiquement établis, malgré que des voix incontestables ne cessent à longueur de tribunes de nous alerter, malgré même que de grandes messes réunissant États, institutions internationales et ONG se multiplient, presque rien ne change. Ainsi on sait que les objectifs pourtant minimes adoptés lors de la COP21 pour limiter l'amplitude du réchauffement climatique ne seront pas tenus, que la production d'hydrocarbures comme celle des biens manufacturés augmente, que les ventes d'armes battent des records, que la destruction des forêts vierges continue, que l'extinction d'espèces d'êtres vivants se poursuit au même rythme infernal, que l'artificialisation des sols progresse et que les surfaces de terres arables diminuent, etc. L'adoption de lois, de règlements, de décrets par la communauté internationale ne change, dans les faits, rien à la triste réalité, l'appât du gain immédiat, la volonté de puissance, les désirs de richesse et de domination sont beaucoup plus forts que la crainte suscitée par d'hypothétiques catastrophes à venir. La grande majorité des politiciens, des financiers, des entrepreneurs est fascinée par l'argent et lui voue un véritable culte. Comme Midas, le légendaire Roi grec qui aveuglé par sa passion pour l'or en vint à se suicider, les dirigeants de la planète compromettent pour la même raison notre futur commun. La seule différence avec le Roi Midas est que lui n'était pas conscient des conséquences de ses actes alors que les dirigeants actuels ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas.

Leur unique souci est que rien ne vienne mettre en péril le régime capitaliste actuel. Au contraire, leur préoccupation principale est de favoriser la croissance économique en créant de nouveaux besoins et de nouveaux marchés. Il n'y a rien d'humain dans leur credo purement marchand. Énergies renouvelables, voitures électriques, habitats écologiques, agriculture bio, etc. Ce sont autant de nouveaux terrains de jeu pour les multinationales sur lesquels elles vont étancher leur soif inextinguible de croissance et de profits. Tant

pis si les nouvelles technologies mises en œuvre se révèlent à leur tour mortifères, si toute cette expansion se fait comme les précédentes au détriment des hommes et de la nature. Au XIX^e siècle, la révolution industrielle s'est faite sur l'exploitation insensée du travail des hommes, des femmes et des enfants dans les mines et les manufactures de la vieille Europe, la révolution écologique du XXI^e siècle se fait sur l'exploitation du travail des hommes, des femmes et des enfants dans les mines et les usines d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud. Les siècles passent, les besoins évoluent. Sans cesse, de nouveaux marchés et de nouveaux biens apparaissent. Seules ne changent pas les formes d'exploitation de l'homme et de la nature par les capitalistes modernes qui retrouvent les accents de leur prédécesseurs pour justifier l'innommable. Récemment, le responsable d'une multinationale exploitant des mines au Congo affirmait à un journaliste américain : « *il serait irresponsable d'arrêter le travail des enfants car cela aggraverait la pauvreté dans les régions minières et rendrait encore pire la condition des mineurs locaux* ». Pour produire les batteries électriques, les panneaux photovoltaïques, les smartphones, etc, il faut de plus en plus de minerais précieux (cobalt, lithium, etc) de terres rares aux prix les plus bas possibles pour satisfaire tout à la fois la soif de profit des capitalistes et l'appétit de biens des foules "modernisées". Pour maintenir dans un état d'asservissement volontaire les populations exploitées, les classes sociales dominées, pour que leur état de résignation amorphe persiste et qu'elles acceptent sans trop rechigner leur état de servitude, il faut impérativement que le système puisse continuer à leur fournir leur dose de gadgets innovants, de produits à la mode, de jeux, de spectacles, d'émissions télévisées. Exploitation outrancière de l'homme et exploitation outrancière de la nature sont les deux fondements du système capitaliste, les deux choses sont étroitement liées et de la même manière que ce système vampirise et détruit la nature, il épuise et détruit les fondements de notre humanité. ▀

DE L'HOMÉOPATHIE

Le « docteur D. », médecin homéopathe azuréen, a été radié pendant deux ans suite à une procédure consécutive à une plainte déposée le 20 septembre 2012 par Claudie F ; avant que celle dernière ne décède de son cancer du sein. Ce médecin lui avait prescrit des solutions homéopathiques à base de radis noir et d'arnica au détriment d'une chimiothérapie. En mai dernier, c'est un enfant de 7 ans qui, cette fois, est mort d'une otite, en Italie. Il a été déclaré en état de mort cérébrale après deux semaines de fièvre et quelques jours de coma. En effet, ses parents avaient jugé bon de soigner son otite à grand renfort d'homéopathie. Dans ces deux cas, si l'homéopathie n'a pas fonctionné, c'est parce qu'il s'agit d'une pratique pseudo-scientifique et dont l'efficacité n'a, d'ailleurs, jamais été prouvée jusqu'à aujourd'hui.



Son fonctionnement est grosso modo le suivant : Si un principe actif provoque les symptômes d'une maladie chez une personne en bonne santé, alors une personne souffrant de cette maladie peut être soignée grâce à ce même principe actif. Cela revient à considérer que le meilleur moyen de soigner une brûlure doit certainement être quelque chose qui provoque des brûlures.

Mais ce n'est pas tout. Une autre règle de l'homéopathie veut que, moins il y a de principe actif dans une solution (même s'il n'en reste plus une trace), plus cette solution est efficace. Ce « miracle » serait possible grâce à une prétendue « mémoire de l'eau » que l'on doit au Docteur Jacques Benveniste. Selon lui, l'eau conserverait une trace des principes actifs avec lesquels elle serait entrée en contact.

Ici, nous pouvons aborder ce que l'on appelle la phase de dilution. Les doses homéopathiques sont exprimées en CH ou Centésimales Hahnemanniennes, du nom de l'inventeur de l'homéopathie Friedrich Hahnemann. 1CH correspond à 1 volume de principe actif dilué dans 99 volumes d'eau, soit une concentration à 1%. Répéter

l'opération en diluant la solution 1CH dans 99 fois son volume d'eau nous donne une solution à 2CH, soit une concentration à 0,01%. Par exemple, une dose d'un litre de traitement homéopathique à 9CH contiendra 10^{-18} litre de principe actif. Soit 0,000000000000000001 litre.

L'homéopathie, comme tant d'autres « médecines alternatives », est souvent présentée par ses défenseurs comme un moyen de lutter, à la fois, contre les lobbies pharmaceutiques, la méchante médecine chimique et la froide science occidentale. C'est peut-être là qu'est le plus drôle, car non seulement les nombreuses études menées sur l'homéopathie ont maintes fois démontré son inefficacité, mais elle représente un commerce très lucratif pour plusieurs entreprises. Nous avons, par exemple, les laboratoires Boiron qui, affichant un chiffre d'affaire de plus de 600 millions d'euros par an, ne connaissent pas la crise.

Le produit phare de Boiron est l'Oscilloccinum qui est un remède homéopathique censé soigner la grippe. Ce produit contient 200 CH de foie et de cœur de canard dilués dans des billes de sucre, mais que penser lorsque nous apprenons que, au-delà de 15 CH, il n'existe plus une seule molécule de principe actif dans la solution et que 40 CH représentent la dilution d'un seul atome dans tout l'univers observable ?

Pour les femmes enceintes

les laboratoires Boiron auront tout de même le bon sens de préciser que « *compte-tenu de la hauteur de dilution, et malgré l'absence de données expérimentales et cliniques suffisantes, OSCILLOCCINUM peut être pris pendant la grossesse et l'allaitement.* » Les seuls effets secondaires qui pourraient affecter la future mère ce sont des caries.

Cependant, le plus important à signaler, c'est que le danger viendrait surtout de la substitution de l'allopathie au bénéfice de l'homéopathie, et donc de l'absence de traitement efficace de la grippe chez la femme enceinte, laquelle est plus sujette à des complications.

S'il est évident que la marchandisation de la santé, l'accès aux soins et l'influence des lobbies dans les milieux scientifiques sont des problèmes de taille dans notre société, il nous apparaît comme évident que nous sommes face à un déni mettant en doute des siècles de recherche en accordant du crédit aux pseudo-sciences et en participant à un business qui n'a d'alternatif que le nom. Au contraire, ces pratiques sont dangereuses car elles représentent une véritable menace, tant du point de vue de la santé publique, car elles tendent à se substituer à des traitements efficaces, que de la pensée critique et scientifique. ▀

MORALE D'UNE CRISE ENDEMIQUE

Si le capitalisme est tant glorifié par le discours dominant, c'est parce qu'il serait, selon les bourgeois, ce qui se serait fait de mieux jusqu'à présent. Certes, depuis plusieurs décennies, une croissance est au rendez-vous. C'est celle des inégalités sociales qui augmentent dans un monde livré à la cupidité des élites. Notre pouvoir d'achat baisse, nos impôts grimpent et les États endettés se sont mis à la merci des agences de notation qui disposent d'un véritable pouvoir de vie et de mort sur eux, sans que cela ne nous soit profitable en quoi que ce soit. Malgré la crise des années 2007-2008, la finance a continué de grossir et de prospérer en distribuant des bonus et des gratifications toujours plus obscènes à ceux qui la servent. Alors qu'ils en avaient l'occasion, les États ont fait en sorte de ne rien changer et ont tenté de nous vendre des chimères ; promesses de régulation-moralisation ... promesses creuses et mensongères. C'est en faisant l'éloge de leur morale que les dirigeants ont fait passer cette pilule amère.

Lors de cette crise, les dirigeants politiques de tous les pays capitalistes avaient fait mine de s'élever contre les excès du capitalisme, se joignant, à demi-voix, à ceux qui réclamaient le scalp des banquiers et, ce, afin d'apaiser la colère des populations. Ce krach a, d'ailleurs, plongé le monde dans un marasme tel que nous sommes, encore maintenant, en train d'en subir les conséquences. Pourtant, les tenants du néo-libéralisme qui, jusqu'alors, prônaient le retrait de l'État ont, unanimement, imploré ce dernier de sauver la finance et l'économie en déroute. Une fois l'orage passé, ils ont abandonné cette position en faisant le chemin inverse, sans peur des contradictions. Hier, il était vulgaire de critiquer la dérégulation, laquelle s'est imposée depuis plusieurs décennies sous le vocable de "mondialisation". Aujourd'hui, il serait, à les entendre, indécent de douter que ceux qui en étaient les auteurs ont su remettre en ordre le chaos qu'ils ont créé. Cela signifie qu'ils feignent de ne pas comprendre quelles sont les causes réelles de cette crise historique.

Après la II^e guerre mondiale, la menace d'un affrontement entre l'est et l'ouest occupait les esprits et le rapport de forces semblait favorable à la classe ouvrière. Cela imposait aux accapareurs de composer avec l'ambiance générale afin d'avoir le temps de porter un coup d'arrêt au développement des idées socialistes. A cette fin, ils acceptèrent de limiter leurs appétits de profit et ils acceptèrent de financer le développement d'un volet social (sécurité sociale, etc). Le système bancaire et le crédit étaient, alors, au service des politiques économiques et sociales des États. Cette situation paradoxale fut d'une durée suffisamment longue pour qu'elle put apparaître comme définitive. D'autant plus que la reconstruction d'après-guerre contribuait à faciliter les choses et à brouiller les cartes. La collusion entre Etat et capital fut telle que ce dernier fut amené à ne plus fixer à l'économie des finalités et des limites. Cela se traduit, dans les faits, par une volonté de laisser la finance redevenir le maître de l'économie. Celle-ci n'étant plus bridée, elle n'est plus, à l'évidence, l'instrument d'une logique de renforcement de l'État (qui se recentre d'au-

tant plus dans ses fonctions coercitives – et pour cause), et surtout elle cesse de devoir se justifier d'une quelconque utilité. L'économie, alors subordonnée à la seule idée de profit, ne fonctionne plus qu'en se conformant à l'idéologie marchande. Si les États ont été sommés de mettre leurs moyens au service de la libéralisation des échanges, il faut clairement reconnaître qu'ils ne se sont pas trop faits prier pour le faire.

A l'origine, il s'agissait de mettre en application la théorie libérale d'Adam Smith. Prenons un exemple succin pour en illustrer l'esprit et la morale : « Ce n'est pas de la bienveillance du boulanger que nous attendons notre pain, mais bien du soin qu'il apporte à ses intérêts. Nous ne nous adressons pas à son humanité, mais à son égoïsme ». Ce sophisme suppose que l'économie trouve en elle-même sa justification morale. En bref, la moralité collective naîtrait de l'immoralité individuelle. Cela justifierait que les marchés n'aient d'autre règle à respecter que la leur - l'appât du gain - rendant ainsi inutile le fait d'être gouvernés et contrôlés. La réalité a démenti le postulat du marché vertueux dont la main invisible réglerait tout. Ce ne sont pas quelques faillites (rançon du système) et des condamnations sacrifiant quelques individus avides et cupides qui peuvent effacer le réel. Celui-ci ayant mis en défaut les émules d'Adam Smith, ces derniers ont tenté, par ce biais, de faire passer les marchés pour les victimes de quelques banquiers et traders indéliques afin d'entretenir le mythe de l'infaillible marché. Même ses partisans les plus farouches auraient dû avouer que le marché livré à lui-même a produit le contraire de ce qu'ils proclamaient et qu'il n'est en rien vertueux. En définitive, le dogme de l'infaillibilité du marché a servi à mettre en place des mécanismes structurels et permanents qui contredisent toutes les promesses sur lesquelles il repose. Une récupération de ce pouvoir par les États n'y changerait absolument rien car ce serait leur transmettre le mandat pour poursuivre dans la même voie, car ils ne sont que des instruments au service du capitalisme.

Depuis lors, c'est une véritable industrie financière qui s'est installée au pouvoir ; les États se réduisant sciemment au rôle complice d'exécutants. S'ils n'interviennent pas, c'est parce que l'interventionnisme a perdu toute légitimité et c'est, principalement, sur les marchés que tous les projets économiques doivent se financer. Comme tout investissement repose sur une contrepartie, c'est sur la spéculation et les critères propres à la finance – telle la rentabilité – que reposent les choix. Ce sont, donc, les intérêts du marché qui prévalent ; et c'est lui seul qui décide de ses intérêts et des moyens nécessaires à leur satisfaction, avec la complicité des États.

Comme le voulait la doxa libérale, les États laissent les marchés gouverner à leur place. Pour ce faire, toute l'in vraisemblable machinerie de la mondialisation économique et financière libère les forces scélérates qui sont d'autant moins contrôlées qu'elles en font l'inavouable prospérité. Le système financier mondial auquel les États ont délégué leur pouvoir de régulation a inventé un « nouveau » concept de gouvernement à l'échelle planétaire : l'anomie. L'anomie est, à la fois, matrice et motrice d'une dynamique de destruction et elle est devenue la condition essentielle de son propre développement.

L'anomie ; cela ne vous rappelle-t-il rien ? En effet, il est souvent parlé de l'anarchisme (on utilise plus souvent le terme anarchie) comme d'un courant dangereux pour la société car laissant libre cours aux instincts les plus bas ; un enfer où les prédateurs s'attaqueraient impunément aux honnêtes gens. Cette caricature doit être démentie. C'est l'anarchisme qui, à tort, est accusé

de cette anomie qui est l'apanage "exclusif" du capitalisme dans sa plus pure expression. En revanche, l'anarchisme (dans lequel s'inscrit l'anarchosyndicalisme) plébiscite la liberté totale de l'individu et revendique sa participation directe aux prises de décision qui impactent sur son existence et son bien-être ; c'est un de ses fondements. L'anarchisme est la plus haute expression de l'ordre. Si l'individu est libre, la propriété privée est abolie et l'administration des choses et des biens y est strictement encadrée par la collectivité concernée, au profit de tous. Les rapports politico-sociaux sont basés sur la solidarité et l'entraide, sans idée de profit ou de marché, sans qu'ils soient brouillés par des mythes salvateurs et transcendants. L'universalité des besoins y est reconnue et leur satisfaction est la priorité. Il n'y a que dans ces conditions que l'individu pourra s'émanciper et échapper aux comportements névrotiques – qui se retrouvent d'abord dans les sphères du pouvoir – qui se consolident dans un cercle vicieux.

Depuis qu'il existe, le capitalisme a largement démontré son pouvoir de nuisance, mais cela n'a jamais suffi pour qu'il s'effondre. Seules des forces sociales révolutionnaires sont à même de proposer une véritable « alternative » au capitalisme. Sans ça, les crises succéderont aux crises ; et, la prochaine est déjà annoncée comme plus terrible que la précédente. ▀



LES MANIFS' DE LA FNSEA

Manifester est un droit fondamental qui est gravé dans la déclaration des droits de l'Homme. En régime de démocratie représentative, les citoyens peuvent ainsi affirmer publiquement leur opposition ou leur soutien à des projets. Parce qu'il offre la possibilité à des groupes de personnes d'affirmer une volonté collective en dehors des instances légales, tous les pouvoirs ont de tout temps cherché à interdire ou à limiter fortement ce mode d'expression. En France, le droit de manifester est strictement encadré par la loi qui fixe les modalités et les limites de son usage. Si comme la constitution l'affirme tous les citoyens sont égaux devant la loi, l'État se devrait de traiter toutes les manifestations de la même façon, guidé par le principe d'égalité ; les forces de l'ordre devraient adopter des comportements identiques face à tous les manifestants. Pourtant, il n'aura échappé à personne, pas même à l'observateur le plus étourdi, qu'il n'en est rien et c'est enfoncer des portes ouvertes que de dire qu'en France les forces de l'ordre adoptent un comportement très différent en fonction du type de manifestants qu'elles ont en face d'elles.

Quand il s'agit de manifestations de salariés exprimant leur opposition à des fermetures d'usine, à des projets de loi ou luttant pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, elles ne manquent jamais, au moindre débordement (jets de canettes ou de pierres, dégradations quelconques), de faire preuve de la plus grande intransigeance : interventions musclées (jets de grenades lacrymogènes, matraquages) et interpellations brutales de manifestants qui seront condamnés par la suite à des peines de prison. Ce sont là des pratiques habituelles. Tout le monde se souvient de l'interpellation par la police de militants syndicalistes qui, pour s'être opposés à un plan social destructeur d'emplois et avoir déchiré la chemise d'un cadre de leur entreprise lors d'une bousculade, ont été condamnés à des amendes et à de la prison avec sursis.

Quand il s'agit de manifestations s'opposant à la destruction de milieux naturels ou à des projets absurdes, elles sont féroces : les opposants de Sivens, de Bure, de Notre-Dame-des-Landes et d'ailleurs savent ce qu'il en coûte de s'opposer, même pacifiquement, à des décisions technocratiques destinées uniquement à satisfaire des intérêts privés. Pour les réprimer, les forces de l'ordre utilisent une débauche de moyens, tant humains que matériels. Clairement, l'objectif poursuivi est de, à la fois, instaurer l'effroi chez les opposants et d'empêcher un soutien massif de la population, en les faisant passer pour des délinquants. La conséquence de cette stratégie répressive est que, à chaque manifestation, il y a de nombreux blessés parmi les manifestants ; le comble de l'horreur ayant été atteint, encore une fois, avec le décès de Rémi Fraysse, victime d'un tir de grenade par un gendarme. Lors de ces manifestations, la police multiplie les interpellations et la justice, qui par ailleurs s'obstine à considérer la mort de Rémi Fraysse comme un simple accident, montre alors sa vraie nature en condamnant lourdement les interpellés : prison ferme pour des jets de canettes, des bris de vitrines ou de mobilier urbain. Les media font preuve, quant à eux, d'une belle complicité ; ils dénoncent les casseurs en attirant l'attention du

public sur le coût pour la collectivité de leurs agissements.

Pour les manifestations initiées par la FNSEA ou la Coordination Rurale, l'attitude des forces de l'ordre est, totalement différente. Dans la région toulousaine, nous avons vu des compagnies de gardes mobiles assister passivement au déchargement de bennes de purin et de fumier sur des lieux publics par quelques paysans surexcités et ne pas réagir quand ces mêmes paysans incendiaient des stocks de vieux pneus sur des voies de circulation, couvraient de merde les murs d'une préfecture, dégradaient du mobilier urbain, bloquaient des roades, des carrefours, des voies ferrées, avec d'énormes tracteurs valant des dizaines de milliers d'euros, perturbant ainsi gravement l'activité économique de toute une région.

Ainsi, ces représentants de l'État, prompts à sanctionner une petite vieille ayant laissé pisser son chien sur un trottoir, une voiture mal stationnée ou un jeune excité, font preuve d'un laxisme et d'une bienveillance remarquables à l'égard de gens qui causent au total des centaines de milliers voire des millions d'euros de dégâts. Le plus extraordinaire est que ces actions se répètent d'année en année, et que, de plus en plus, elles s'amplifient et durent de plus en plus longtemps (déjà 2 semaines en ce début 2018 en région toulousaine). Ici, l'État d'habitude si soucieux de se faire respecter laisse bafouer son autorité et son prestige. Étrangement, toutes ces actions délictueuses ne sont suivies d'aucune interpellation ni mise en accusation par la justice. La même presse, qui habituellement dénonce les grèves de fonctionnaires comme une prise en otage des français, fait mine de ne rien voir ou minimise les faits. Quant aux hommes politiques, sans doute soucieux de ne pas heurter l'électorat rural, ils apportent, de façon unanime, leur soutien aux revendications des agriculteurs casseurs.



Cette différence de traitement de la part de L'État (pas d'illusions, les forces de l'ordre agissent selon les consignes reçues) méritent une explication. Les statistiques nous disent qu'il y a en France 452 000 exploitants agricoles dont le revenu moyen est de 25 200 €/an. Mais derrière ces chiffres se cachent des réalités très différentes : entre les producteurs de céréales exploitant de vastes domaines, les propriétaires viticoles de grands crus, les propriétaires de grands vergers ... et le petit paysan vivant difficilement de ce que produit sa petite exploitation en montagne, il y a un abîme, le même qui sépare un grand patron de son salarié. Mais alors que patrons et salariés sont dans des syndicats différents, dont les objectifs sont en principe opposés, une majorité d'agriculteurs adhère à la FNSEA. Y cohabitent ainsi d'authentiques capitalistes, à la fois propriétaires de vastes domaines, administrateurs de coopératives agricoles ou d'entreprises diverses (crédit agricole, mutuelles, etc) et des petits propriétaires obligés de travailler comme des abrutis pour percevoir un revenu parfois inférieur au RSA ; le seul lien qui les réunit est l'amour infini de la propriété qui les amène à sacrifier la propriété de leur outil de production. Même pauvres, les adhérents de la FNSEA se considèrent avant tout comme des propriétaires et pensent que leurs intérêts sont opposés à ceux des non-propriétaires (les classes exploitées) et leur lutte, à l'évidence, n'est en aucune manière une remise en cause de l'ordre capitaliste existant.

C'est bien parce qu'ils sont animés par ces sentiments que l'État fait preuve de tant de bienveillance à leur égard ; État qui est d'abord le garant de la propriété privée, de l'ordre établi et le protecteur des classes dirigeantes. Ainsi les adhérents du MEDEF ou de la FNSEA partagent le même penchant pour la richesse, souffrent de la même aliénation et donc des mêmes névroses. Les gros tracteurs (pour l'achat desquels ils s'endettent lourdement) sont à la volonté de puissance des agriculteurs ce que les voitures de luxe sont à la richesse des patrons. A chaque manifestation, ils n'hésitent pas à s'exhiber sur leurs engins, tels des chevaliers sur leurs montures. C'est ce spectacle qu'un certain public urbain apprécie car, dans ce simulacre de défi lancé à l'État et aux forces de l'ordre, ils se présentent comme des révol-

tés et nombre de personnes sont dupes et les plaignent. En réalité, ce qui motive leurs actions est la recherche du profit, leur amour de l'argent les empêchant d'apprécier toute autre valeur. Les lobbys industriels, malgré qu'ils empoisonnent la planète au mépris de la vie des personnes (amiante, diesel, perturbateurs endocriniens, etc), se battent pour augmenter leurs bénéfices. De la même manière, les lobbys agricoles continuent de se battre pour pouvoir continuer à utiliser des méthodes et des produits aussi nocifs pour les gens que destructeurs pour les équilibres naturels (glyphosate, insecticides, élimination des grands prédateurs, etc). Imprégnés du culte de la propriété, les adhérents de la FNSEA ne se rendent même pas compte qu'ils sont les premières victimes des méthodes de l'agriculture industrielle ; c'est, en effet, parmi les exploitants agricoles qu'il y a une des plus fortes hausses de cancers et de maladies professionnelles. Si cet aveuglement les amène à se tromper d'ennemis, c'est parce que les cadres syndicaux de la FNSEA exercent un parfait contrôle sur leurs troupes. D'un côté, ils les laissent saccager des biens publics, de l'autre ils s'évertuent à les faire épargner les biens privés appartenant aux "exploiteurs" dont il est légitime de se demander si certains d'entre eux n'auraient pas des intérêts communs avec la FNSEA.

Ainsi, nous avons vu, lors des précédentes manifestations de la FNSEA, des agriculteurs dévaster consciencieusement l'espace public, bloquer des axes de circulation et perturber gravement, pendant plusieurs jours, le quotidien de salariés qui ne sont en rien la cause de leurs problèmes. En revanche, dans les centres commerciaux situés juste à côté, la vie continuait paisiblement, comme si de rien n'était. Les agriculteurs, très respectueux de la propriété privée, n'ont rien entrepris contre ces magasins. Pourtant, ce sont bien ces mêmes enseignes qui, poussées par le jeu de la concurrence, rivalisent de ruses pour acheter toujours moins cher les produits des producteurs et les presser encore plus. D'ailleurs, Leclerc vient de délocaliser sa centrale d'achats en Belgique afin de contourner les récentes lois visant à limiter la pression que la grande distribution exerce sur les petits producteurs car la législation belge est, sur ces points, bien moins contraignante. ❧

DOUBLE JEU

Faire une série de retours sur l'histoire de la FNSEA, nous permet de mieux comprendre la dose de violence et d'impunité consentie par l'État aux agriculteurs. La FNSEA a toujours eu un comportement ambigu ; d'un côté, elle attise la colère des agriculteurs, et de l'autre, elle se pose en médiatrice incontournable entre eux et l'État pour régler les crises à sa façon ; quitte à se faire huer par sa base comme ce fut le cas à Paris en septembre 2015 pour Xavier Beulin, homme d'affaires et capitaliste notoire(1) et président de ladite FNSEA.



Dès sa fondation, en 1946, la FNSEA domine le paysage syndical. Par la suite, ni le MODEF(2) (d'orientation socialiste), ni le CNJA (centre national des jeunes agriculteurs) ne pourront sérieusement menacer le monopole de la FNSEA. Depuis le début, ce leadership convient parfaitement à l'État dont c'est l'unique interlocuteur. La France agricole de l'après-guerre vit une profonde mutation puisque en moins de vingt-cinq ans se met en place un modèle d'agriculture intensive qui fera de l'État français l'une des premières puissances agricoles d'Europe. La FNSEA a toujours soutenu cette orientation et, pour parvenir à ses fins, elle a, dès 1961, mis en œuvre l'emploi de la violence en organisant des manifestations particulièrement musclées dont les premières du genre se déroulèrent en Bretagne. Cette politique se révéla payante car les pouvoirs publics y cédèrent sur une série de revendications

majeures.

Dans les décennies suivantes, au gré des crises (surproduction, sécheresse, etc), caillassages de préfectures, blocus de gares, descentes dans les supermarchés, etc deviendront monnaie courante. Le paroxysme sera atteint en 1976, quand des viticulteurs en colère tueront un commandant de CRS à la carabine approvisionnée en munitions pour gros gibier et en blesseront 28 autres. L'enquête n'aboutira jamais, conformément à une tradition d'impunité solidement ancrée et qui resurgira avec les bonnets rouges .

En 2013, la FDSEA(3), encouragée par son président, Thierry Merret, met en mouvement les légumiers de Bretagne mécontents des contraintes fiscales et administratives. Ils incendient le centre des impôts et les locaux de la MSA de Morlaix ; ils vont jusqu'à retarder l'arrivée des pompiers par un ballet de tracteurs et en leur déversant des tonnes d'artichauts sous les pieds. Ils ont droit alors aux plus vives félicitations de Thierry Merret (alors qu'au regard du droit, certains faits sont d'une extrême gravité). Trois jours plus tard, conjointement rédigé par le syndicat et la chambre d'agriculture de Bretagne, un communiqué hypocrite tout à la fois regrettait « *le recours à des actions violentes* » et les justifiait en affirmant que « *La profession tout entière n'encourage pas à l'excès, mais elle ne sait plus comment se faire entendre afin que des mesures efficaces et rapides soient prises !* ». En fait, notre impression est qu'elle sait trop bien comment se faire entendre ! Malgré l'enquête, Thierry Merret ne sera pas inquiété et les forces de l'ordre feront mine de ne pas pouvoir identifier les

auteurs des faits.

A l'image de feu X. Beulin, les dirigeants FNSEA sont des notables souvent de droite, maires de leurs villages, administrateurs de coopératives, de la MSA et/ou du crédit agricole. Malgré que les manif' organisées par la FNSEA aient causé des centaines de millions FF de dégâts, François Guillaume, après de bons et loyaux services (1979 à 1986) comme président de la FNSEA, devient ministre de l'agriculture sous Chirac, entre 1986 et 1988. Cette nomination est un signal clair en direction de la FNSEA et de ses méthodes. C'est une reconnaissance pure et simple, par l'État, de ses actions violentes ; pour le passé et l'avenir.

Au fur et à mesure, la FNSEA s'est professionnalisée et aujourd'hui son expertise est appréciée jusqu'à Bruxelles. Elle est devenue une entreprise capitaliste plus soucieuse de ses parts de marchés et de ses profits que du monde agricole et des agriculteurs. Si les agriculteurs de la Fédération nationale des jeunes exploitants familiaux (FNJEF), liée au Modéf, déclarent ! : « Si le système ne fonctionne pas, il faut changer le système » et que la Confédération paysanne déclare que « les plans d'allègements des charges ne changent rien car on ne s'attaque pas aux racines du mal », nous savons qu'ils sont uniquement motivés par une volonté de s'assurer des privilèges. Si nous sommes d'accord sur le principe qu'il faut changer de système, nous ne sommes pas, pour autant, d'accord avec les objectifs corporatistes poursuivis par les différentes organisations d'agriculteurs.

Adhérer à la FNSEA, c'est aussi bénéficier de réductions diverses, façon comité d'entreprise, avec la "carte moisson" (réductions pour matchs de foot, pour décathlon, etc), y compris chez ... le grand ennemi (carrefour & co). Les fédérations encaissent, au passage, un pourcentage sur les ventes ; ce qui revient à pratiquer ce que la FNSEA, elle-même, dénonce, à savoir, les marges arrières. Bien entendu, les exploitants agricoles ne se doutent pas des rétrocessions au profit des FDSEA.

Lors de la grande grève du lait de 2009, la FNSEA dénonce à grand fracas les marges exorbitantes de la grande distribution. La réalité est toute différente. Entre 2005 et 2009, la marge des transformateurs (mise en boîte du lait, fabricants de beurre ou yahourt) a beaucoup plus augmenté que celle des distributeurs. Selon le ministère de l'agriculture, sur le prix de vente au public d'une brique de lait, la grande distribution s'octroie 18 %, le producteur reçoit moins de 30 % et le transformateur en prend la moitié ! Or, ce qui est le « plus amusant », c'est que si, parmi ces transformateurs, il y a des industriels, il est à noter qu'il y a aussi de nombreuses coopératives tenues par des organisations membres de ... la FNSEA ! Par exemple, la plus importante de France, la société SODIAAL, avait comme président de son conseil d'administration Damien Lacombe, fils d'un Raymond du même nom qui fut président de la FNSEA de 1986 à 1992 ! ...

Ce double jeu ayant été éventé, nombre d'agriculteurs quittèrent la FNSEA et continuèrent à livrer leur lait à des coopératives laitières qui, en fait, adhèrent à la FNCL (Fédération nationale des coopératives laitières) qui n'est autre qu'une antenne de la FNSEA qui, à l'évidence, centralise le pouvoir. Ce mécontentement, palpable chez les producteurs, se traduit par quelques déboires électoraux avec la perte, par exemple, du contrôle

d'une chambre d'agriculture au profit de la coordination rurale. Cependant, le monopole de la FNSEA demeure solide ; d'autant plus que cette dernière sait se rendre indispensable sur le front juridique et bancaire. Beaucoup d'exploitants agricoles sont empêtrés dans des situations difficiles, criblés de dettes et de problèmes juridiques. Coincés, ils sont souvent obligés d'adhérer à la FNSEA malgré leur aversion car c'est elle qui octroie prêts et "facilités". La baisse continue du nombre d'agriculteurs depuis un demi siècle est la preuve d'une politique délibérée d'asservissement et d'une guerre d'usure contre les petits paysans. La FDSEA n'hésite pas à les mobiliser contre leurs intérêts tout en manœuvrant dans des actions spectaculaires afin d'entretenir chez eux l'illusion d'actions efficaces, sauf que l'efficacité est, en définitive, destinée à promouvoir une politique de grands propriétaires. La FNSEA est, également, bien implantée au niveau des commissions d'installation ce qui lui permet de favoriser ceux qui y adhèrent ; obligeant ceux qui souhaiteraient rester indépendants ou qui voudraient se tourner ailleurs, à la rejoindre.

Le nombre d'exploitants agricoles ayant été divisé par quatre entre 1955 et 2015, il est aujourd'hui inférieur à 500 000. C'est là le résultat de la politique agricole menée par l'État et la FNSEA qui s'est faite au bénéfice des agriculteurs les plus riches, dirigeants ou membres importants de ce syndicat. Ces dirigeants sont les gagnants de cette politique car ils ont pu moyennant les aides du Crédit Agricole (où ils ont leurs entrées) agrandir leurs propriétés en rachetant les terres abandonnées par leurs anciens collègues et en même temps s'enrichir en profitant, en tant que notables, du formidable développement du système coopératif agricole. Le crédit agricole, au niveau bancaire, et les coopératives, au niveau de l'agro-industrie, sont des puissances économiques de premier ordre.

Malgré les manifestations

fréquentes et spectaculaires, il y a une profonde identité de vue entre l'État et la FNSEA sur un objectif à long terme, connu sous le terme de PAC et fixé par la loi de modernisation de l'agriculture française de 1962 : Bâtir une agro-industrie puissante, centralisée et fortement capitalisée. Si la FNSEA doit prendre quelques libertés avec les règles en chemin pour protéger et développer ce secteur, qu'elle les prenne. Les pouvoirs publics ferment les yeux. Dans une confusion des genres, Bernard Lannes de la Coordination rurale (proche de l'extrême-droite), concurrente de la FNSEA, dénonçait : « ... la FNSEA [qui] organise des pseudo-manifestations pour râler contre des décisions prises en co-gestion avec l'État ». 🗡



*_1 En 2011, Xavier Beulin soutenait la proposition de loi du sénateur Christian Demuyne (UMP) visant à transposer un règlement européen de 1994 destiné à protéger les obtentions végétales et dont la conséquence pour les agriculteurs est que, s'ils veulent ressemer leur propre récolte, ils doivent verser une « rémunération aux titulaires des certificats d'obtention végétale » que sont les semenciers. Xavier Beulin était non seulement à la tête de la FNSEA, mais dirigeait également le groupe Sofiproteol qui détient des participations dans plusieurs grands groupes semenciers français (Euralis Semences, Limagrain, RAGT Génétique, Serasem - groupe InVivo)

*_2 Mouvement de défense des exploitants familiaux

*_3 Fédération Départemental des Syndicats d'Exploitants Agricoles

"MEMOIRES ET ECRITS" DE NESTOR MAKHNO

En ces temps d'instabilité, le capitalisme, s'appuyant sur le nationalisme et le patriotisme, a montré sa sauvagerie avec ses guerres, ses infamies, ses actes ignobles et sa logique de monopolisation des richesses. La finance et les grands groupes industriels sont prêts à dévaster la terre entière au nom de la croissance. La place de l'Homme s'efface derrière consommation, coffre-forts, taux de rendements et de chômage, PIB, etc. L'avenir des générations futures et notre milieu naturel sont en péril.

Pourtant, d'autres idées de vie en société existent, avec d'autres manières de vivre ensemble, sans concurrence, division, compétition ou écrasement du voisin. Il faut réfléchir et agir pour le bien commun, avec un système fondé sur l'entraide, la solidarité, la liberté. C'est pour tenter de bâtir un monde fondé sur ces valeurs que des anarchistes révolutionnaires ont sacrifié leur vie. Le mouvement des paysans et ouvriers dans l'Ukraine de 1917 en est un exemple. Nestor Makhno les décrit dans son ouvrage "Mémoires et écrits".

Il ne l'a pas fait pour rendre un hommage à octobre 1917 qui s'est hélas soldé par le pouvoir exclusif des bolcheviks, l'avènement de leur dictature contre le prolétariat et l'édification de toutes les structures nécessaires visant à renforcer le pouvoir d'un seul homme ; lequel deviendra par la suite un dictateur sanguinaire. Staline, avec son lot de massacres, a marqué l'histoire. Lénine et Trotsky (et d'autres bolcheviks) se sont ainsi détournés de la révolution et de tous ceux qui aspiraient cette société nouvelle. Reprenons ici une phrase lue on ne sait où : "*Les staliniens sont des léninistes qui ont tous réussi, les trotskystes sont des staliniens qui ont tous échoué*".

Dans ses mémoires, Makhno décrit sa vie, son engagement pour la révolution russe et ukrainienne, la place



Drapeau makhnoviste « Mort à tous ceux qui s'opposent à la liberté des travailleurs ! »

qu'il y occupa en tant que révolutionnaire, dans une période où le système tsariste avait été laminé par la révolution et où la classe laborieuse avait pris conscience de sa force, un processus pour un changement radical était en cours.

Tout commença, pour lui, par une enfance difficile. Fils de paysan pauvre et orphelin de père, il connaît le servage qui soi-disant a été aboli mais qui, en fait, a pris une autre forme. Ce faisant, il vit l'injustice au quotidien. Une histoire de son enfance lui fit prendre conscience que, face à l'injustice, la crier ou la dénoncer pouvait déjà être une étape pour un changement. Ainsi, alors qu'un autre fils de paysan subissait des harcèlements de la part de la progéniture bourgeoise du propriétaire d'un koulag, les cris de Nestor alertèrent les ouvriers agricoles, ces esclaves modernes, qui laissèrent tous éclater leur colère face à de tels actes et le bourgeois propriétaire n'eut d'autre choix que de mettre au pas sa descendance insolente et mal éduquée. Ce fut un premier combat collectif victorieux car, à partir de ce jour-là, cet autre enfant ne fut plus humilié bien que toujours exploité.

Adolescent, les événements de 1905 le font s'intéresser à la politique et il rejoint les anarcho-communistes. Son activité militante le fera passer par la case prison. Il approfondira ses connaissances et ses idées, il fera régulièrement des séjours au cachot, ses tentatives d'évasion ne seront que des échecs. En février 1917, les révolutionnaires le sortent de prison avec tous les autres prisonniers. Tout s'accélère, et de retour à Gouliaï-Polié, sa ville natale, il voit sa vie s'imprégner d'une intense histoire collective dans un monde en pleine ébullition. Il développe et pratique l'anarchisme dans les comités révolutionnaires, dans les unions de paysans, dans les soviets locaux, dans les assemblées, dans les meetings, dans les réunions des groupes anarcho-communistes, dans les échanges entre ouvriers et paysans, et avec toute cette population laborieuse qui s'organise en une société nouvelle qui se construit jour après jour. La parole, comme l'action commune, se libère et les chaînes se brisent. C'est avec entrain et espoir que Nestor le raconte.

A peine libéré, le gouvernement russe provisoire de Kérénsky tente de museler les élans de solidarité et de prendre en main le destin de tous. Les socialistes révolutionnaires ont du pain sur la planche pour garder le pouvoir, et les critiques à leur égard fusent.

L'histoire de Makhno, très entouré et bien occupé, continue et son parcours en croise d'autres qui nous sont totalement inconnus : des noms, des moments intenses, qui ne sont pas cités dans les livres d'histoire. Comme cet exemple dans lequel les paysans, suite à une décision collective, prennent des chariots, des fusils, des fourches ou des bâtons, et, chemin faisant, les bourgeois propriétaires prennent la clé des champs pendant que eux collectivisent les terres et adieu, ou plutôt au revoir, les bourgeois - et tout cela, la plupart du temps, sans effusion de sang, même si, parfois, bien sûr, des propriétaires récalcitrants s'opposent à la liberté des ouvriers et des paysans.

Dans cette vie trépidante, vient le temps des critiques et des méfiances envers le parti bolchevique. Dès la chute de Kérénsky, d'autres s'avancent pour prendre la place, et c'est là que "l'astucieux Lénine", comme Makhno le nomme, fait son entrée en scène. Son mot d'ordre "Tout le pouvoir aux Soviets", déjà dans le cœur de la révolution, fait écho, mais dans les faits ça sera plutôt "Tout le pouvoir au parti bolchevique". Si, partout en Russie, la sauce bolchevique a la cote ; en Ukraine, et notamment chez les paysans, elle aura un goût amer. Pendant ce temps, en Ukraine, les expériences d'autonomie font leurs preuves. Makhno confirme que la voie et la façon d'agir du groupe anarcho-communiste, qui est aux côtés de la classe laborieuse, est la bonne solution.



" *Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs et cherchez-y la vérité. Créez la vous-mêmes ! Vous ne la trouverez nulle part ailleurs* ".

En 1918, Nestor nous fait partager son désarroi quand Gouliiaï-Polié tombe aux mains des Autrichiens et des Allemands. Mais son retour, il le prépare. Patience. Les départs vers le front, pour beaucoup de révolutionnaires ukrainiens, étaient probablement une des causes. L'entrée de traîtres au sein des comités révolutionnaires, et autres outils de l'organisation collective comme les Soviets, en sont la vraie raison. Avec d'autres révolutionnaires, Nestor se fixe une date de retour, mais sa destination à ce moment sera celle d'autres villes russes, afin d'observer et d'analyser où en sont les forces révolutionnaires et la contre-révolution, Moscou, Pétrograd et Kronstadt. Il nous fait part de son écœurement à propos de certains groupes anarchistes ayant rejoint les rangs des bolcheviks.

Nestor continue à nous faire vivre ces événements et il nous raconte toutes ces rencontres constructives, ou pas, nous faisant rire ou bien pleurer. Si des anarchistes paraissent être sur la « bonne » voie, certains sont vraiment sur le bas-côté et regardent passer le train sans même chercher à s'accrocher au wagon, mais d'autres, plus lucides, sont bien présents. Pour leur action

et leur dévouement à la révolution sociale, pour leur soif de liberté mais aussi pour leur courage, Nestor nous amène à avoir de la compassion pour ces hommes et ces femmes qui ne cherchent ni le pouvoir, ni la gloire, et sont prêts à prendre les armes pour s'opposer à la contre-révolution grandissante venant de partout. Ensuite, tous ceux qui s'opposent à la direction du parti bolchévique seront déclarés contre-révolutionnaires. Les arrestations, les fusillades, les nombreuses disparitions d'anarchistes et la suppression de toute propagande anarchiste deviendront monnaie courante.

Au fur et à mesure de la lecture, nous avons la sensation de l'accompagner dans sa quête, mais aussi dans ses émotions qu'il nous fait partager, dans ses espoirs, ses craintes, ses envies de vengeance après tant de trahisures. Le traité de Brest-Litovsk, signé par les bolcheviks, donne l'Ukraine aux Allemands. C'est un mélange de guerre, de révolution et de contre-révolution. C'est entre la joie, la liberté, la tristesse et la souffrance. Il arrive à Moscou, la ville où se déroule, comme le narrateur l'appelle, « *la révolution de papier* ». Il y fait des rencontres ; celle avec Kropotkine - enrichissante - et celle avec Lénine - inutile. Ensuite, viendra l'heure de son retour, et de la Makhnovchtchina, et de tout ce que les paysans et ouvriers d'Ukraine ont mis en oeuvre malgré d'énormes difficultés. Mais ceci sera raconté prochainement dans un autre article. D'ailleurs, pour en savoir plus sur l'Ukraine de 1918 à 1921, Voline, dans son livre « *la révolution inconnue* », dédie un chapitre à ce mouvement et conseille la lecture des livres de Piotr Archinov qui a croisé le chemin de Nestor Makhno à maintes reprises.

Citons un texte de « *La Voie vers la Liberté* », organe de la Makhnovchtchina :

« La Makhnovchtchina n'est pas l'anarchisme. L'armée makhnoviste n'est pas une armée anarchiste, elle n'est pas formée par des anarchistes. L'idéal anarchiste de bonheur et d'égalité générale ne peut être atteint à travers l'effort d'une armée, quelle qu'elle soit, même si elle était formée exclusivement par des anarchistes. L'armée révolutionnaire, dans le meilleur des cas, pourrait servir à la destruction du vieux régime abhorré; pour le travail constructif, l'édification et la création, n'importe quelle armée, qui, logiquement, ne peut s'appuyer que sur la force et le commandement, serait complètement impuissante et même néfaste. Pour que la société anarchiste devienne possible, il est nécessaire que les ouvriers eux-mêmes dans les usines et les entreprises, les paysans eux-mêmes, dans leurs pays et leurs villages, se mettent à la construction de la société anti-autoritaire, n'attendant de nulle part des décrets-lois. Ni les armées anarchistes, ni les héros isolés, ni les groupes, ni la Confédération anarchiste ne créeront une vie libre pour les ouvriers et les paysans. Seuls les travailleurs eux-mêmes, par des efforts conscients, pourront construire leur bien-être, sans État ni seigneurs. » ▲

OU EST PASSE SANTIAGO MALDONADO ?

En Août 2017, disparaissait, en Argentine dans la province du Chubut, Santiago Maldonado. Son crime fut d'avoir participé à une manifestation en solidarité avec les Indiens Mapuche. S'en suivit une vaste campagne de recherches, et donc de questions, à propos de celui qui est devenu le premier disparu "officiel" de la présidence Macri.

Santiago Maldonado est né dans la province de Buenos Aires, en 1989. Il part s'installer comme artisan dans le Rio negro, pas loin du Chubut. A cette époque, il est un jeune homme pas très politisé, mais on le dit plutôt proche des milieux progressistes, voir libertaires. En effet, il s'intéresse aux problèmes de société, au sort des Indiens Mapuche en conflit depuis des années, à la fois, avec l'État et les grands propriétaires terriens du sud de l'Argentine - lesquels sont pour beaucoup de riches industriels comme Benetton. Santiago se trouvait donc dans un *pu lof* celui de Cushamen. Un *pu lof* est une sorte de campement, un petit village de résistance où se trouvent les gens, mapuche ou non, qui résistent aux politiques d'exclusion contre les indiens. Quand les forces répressives, à savoir la gendarmerie, ont fait irruption en tirant des balles en caoutchouc sur les gens qui se trouvaient là, c'était pour incendier les cabanes et tirer au canon à eau afin de disperser tout le monde, et, éventuellement, mettre quelques indiens en prison (qu'ils soient jeunes, vieux, femmes ou enfant). De toute façon, l'image des indiens, dans l'opinion publique, est si mauvaise que personne ne lèvera le petit doigt ; c'est globalement ce que se disent les autorités. Les gens se sont enfuis où ils ont pu. Beaucoup se sont dirigés vers le rio Chubut, et Santiago était parmi eux-là. C'est dans cette cohue que les gendarmes l'ont intercepté, puis l'ont fait disparaître dans leur camionnette, selon certains témoins visuels.

Suite à ces événements, nous avons assisté à une vaste campagne de communication, d'abord locale, ensuite mondiale. Cette campagne a eu comme effet de forcer le gouvernement argentin à sortir de son mutisme et à saisir la justice afin qu'une en-

quête soit menée dans le but de connaître la vérité ; cela grâce à la contrainte de l'opinion mondiale. En effet, les petites affiches avec la photo de Maldonado portant en en-tête « ¿Dónde está Maldonado? » se sont ré-



pandues comme une traînée de poudre, grâce aux connections à travers le monde et aux réseaux sociaux.

Le 21 Octobre 2017, fut retrouvé - et officiellement identifié - le cadavre repêché dans le Rio. C'était bien le corps de Santiago Maldonado qui avait été retrouvé. A ce jour, un seul gendarme a été mis en examen et l'enquête suit son cours. Il est fort probable que les témoins de cette sordide histoire disparaîtront à leur tour et que la gendarmerie, la chancellerie, l'administration Macri, s'en tireront à bon compte pour manque de preuves et de témoins. C'est une histoire parmi tant d'autres, désormais banale en Argentine, ce pays où les tortionnaires d'hier ont repris les manettes grâce à leur complices d'hier. Au mieux, ils prendront un des gendarmes présents, lui infligeront un blâme ou du sursis, mais, malheureusement, il ne se passera rien.

Au passage nous noterons le cynisme et l'aplomb de la ministre Bullrich, d'abord, et du président Macri, ensuite. En cherchant à atténuer les faits et à soutenir leur gendarmerie, ils ont tout nié en bloc, en allant jusqu'à laisser entendre que s'il était arrivé quelque chose à Maldonado, c'est, sans doute, parce qu'il l'avait bien cherché. C'est

vrai que, au final, la cause indienne, ça n'intéresse pas, ou si peu ; surtout, en Argentine où la bourgeoisie a toujours fait en sorte que la population déteste les Indiens. De nos jours encore, on les appelle les pauvres "indios", et les gens qui vivent dans les bidonvilles de Buenos Aires, sont des negros ou des indios. C'est dire à quel point la propagande d'extrême-droite a marché à plein régime pendant près d'un siècle. Cette propagande, à la solde de la bourgeoisie locale, a fermé les yeux sur les massacres des indiens en Patagonie et les a même applaudis. La Patagonie où, quand on était riche, le dimanche on partait avec ses amis à la chasse à l'indien comme, aujourd'hui, nous partons, en toute simplicité, ramasser des champignons. C'est par cette propagande que l'on appelait au meurtre, les migrants venus d'Europe au début du siècle dernier, et qu'on faisait appel à l'armée pour réprimer tout mouvement social anarchiste ou communiste. C'est cette même propagande qui appela au massacre d'ouvriers comme lors de la semaine tragique, dans Buenos Aires (700 morts et 4000 blessés), et qui fit inscrire dans la constitution que les anarchistes étaient interdits sur le sol argentin. C'est cette bourgeoisie qui, aujourd'hui, cire les pompes du pape François, grand ami du Général Masera, chef du camp de concentration clandestin de l'ESMA, de triste mémoire. La disparition de Santiago, sans vouloir la minimiser, est un épisode de plus dans la guerre que le pouvoir livre contre le peuple, les riches contre les pauvres, les conquistadors, ou gauchos, contre les Indiens. Ces gauchos sont le symbole, malgré eux, de la classe dominante ; laquelle se pose victorieuse de la barbarie indienne, donc des pauvres. Si Maldonado avait été un Indien, en aurait-on seulement parlé ?

Projection du film: "Zéro de conduite"



Pamphlet libertaire contre le formatage scolaire, le film de Jean Vigo aura connu 13 ans de censure. Il sera d'ailleurs le premier film à avoir été interdit en France. Il nous fait suivre un petit groupe de "diabes" évoluant au sein du milieu scolaire qui n'hésite pas à désobéir. S'en suivra un débat autour du thème de l'éducation. La diffusion est prévue le 30 Mars, à 20h30, au 2 rue Saint-Jean. L'entrée est libre.

Plus d'infos à venir sur le site des Jeunes Libertaires: jeuneslibertaires.noblogs.org



**Solidarité et antifascisme
Information / Débat**

**Le Samedi 24 Mars 2018
à partir de 13:30**

**A La Chapelle,
36 rue Daniel Casanova
(Métro Compans-Caffarelli)**

Au programme:

SIA : HISTOIRE ET ACTUALITE
Intervenants : **Valentin FREMONTI, Placer MAREY THIBON et Jean SERMET**
Antifascisme: Passé & présent par Yves COLEMAN (mondialisme.org)
Lectures de textes et poésies
Chants de la République espagnole par El Comunero

**LIBRAIRIE
BAR ET PETITE RESTAURATION
ENTREE LIBRE**

POUR NOUS RENCONTRER/CONTACTER :

Passer discuter autour d'un café, le Samedi de 17h à 19h. au 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse.

Ou passer aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin à Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes à 10h30 et Saint-Aubin à 12h30).

Sur Internet : contact@cнтаittoulouse.lautre.net ou le site www.cнтаittoulouse.lautre.net

Le manifeste de Sarajevo Contre l'apartheid linguistique

Au printemps 2017, à Sarajevo, des croates, des bosniaques, des serbes ainsi que des monténégrins ont lancé un manifeste dans lequel ils affirment conjointement qu'ils parlent "une langue commune". Les quelques huit mille signataires de ce manifeste posent un constat. De Sarajevo à Podgorica, en passant par Belgrade et Zagreb, quinze millions de personnes utilisent le même idiome : une langue qui fut normée aux XIX^e et XX^e siècle, connue du temps de la Yougoslavie comme le serbo-croate (ou croato-serbe) et écrite tantôt en alphabet latin (croatie et bosnie), tantôt en cyrillique (serbie et monténégro).

Cette langue est désormais officiellement sans nom. Cependant, dans le monde de l'éducation, de la recherche et au sein des administrations, elle est parfois appelée "BCS" (bosno-croato-serbe), comme au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye, ou bien "BCMS" (M pour "monténégrin") ou encore "BHS". Quand ils vivent à l'étranger, les ressortissants des pays où elle est parlée "disent le plus souvent « *Notre langue* » (ndlr : *Nas jezik*)". C'est ce que déclare la romancière croate Slavenka Drakulic. Il s'agit d'une langue standard polycentrique, parlée par plusieurs populations d'États différents.



A contrario, cela pointe le levier linguistique dans l'émergence des nationalismes qui furent à l'origine de la tragédie de l'ex-Yougoslavie. Par conséquent, le manifeste de Sarajevo dénonce l'action des identitaires linguistiques. En effet, encore de nos jours - dans les écoles de ces ex-Républiques yougoslaves - les enfants sont séparés en fonction de leur supposée origine sous prétexte qu'ils ne parleraient pas la même langue. Comme cela arrive souvent, dès que quelqu'un ose critiquer les constructions pseudos-culturelles, mais réellement nationalistes et identitaires ; cette position leur vaut d'être menacés et accusés d'être des parasites ou des traîtres à leurs nations respectives - nations qui sont nées de l'éclatement sanglant de l'ex-Yougoslavie dans les années 90'. Durant cette période, 150 000 yougoslaves sont morts pour que, selon l'expression conne et sacrée, « *des langues puissent vivre* ». Nous pouvons voir maintenant à quoi et à qui cela a servi.

Autre constat : depuis l'éclatement de la Yougoslavie, les élites nationalistes n'ont eu de cesse de creuser le fossé linguistique qui est à la source de leurs fonctions et privilèges. Au premier rang de la corporation des distingués linguistes qui,

passés les massacres, se sont bâtis de belles carrières, nous ne nous étonnerons pas de trouver la présidente croate Kolinda Grabar Kitarovic. "*Cette prétendue langue commune était un projet politiquement mort avec l'ex-Yougoslavie*" a-t-elle déclaré. Bien sûr, une réunification lui coûterait son poste. Dans un style plus direct, plus post-stalinien, l'écrivain Davor Velnic a qualifié les anti-nationalistes de "*Yougo-intellectuels*", d'"*apatrides*", de "*parasites*" qui n'ont "*jamais accepté le fait qu'il y ait un État croate souverain et internationalement reconnu*". Voilà qui fleure bon le poteau d'exécution.

La linguiste croate Snjezana Kordic a donc essuyé, avec ses co-signataires du manifeste, une violente campagne de presse dans son pays. Son tort ? Dans son dernier ouvrage, « *La langue et le nationalisme* », publié aux éditions Durieux en 2010, elle a énoncé quelques évidences historiques sur l'utilisation de la langue à des fins nationalistes. Son livre affirme, en effet, que les langues croate, serbe, bosniaque et monténégrine ne sont que les différentes variantes d'une seule et même langue. C'est en Croatie que la pureté de la langue a atteint son paroxysme. Elle y est devenue, depuis vingt ans, une grande priorité ; ce qui est un signe flagrant de la domination du nationalisme. Cela est d'autant plus vrai que les différences imposées par les linguistes croates sont artificielles et que leurs travaux sur la langue sont subventionnés par l'État croate.

Le fait est que, en Croatie, depuis l'indépendance, l'aéroport n'est plus un «*aerodrom*» mais un «*zračna luka*», tandis qu'un porte-parole est un «*glasnogovornik*» et non plus un «*portparol*». La tentative de transformer la "televizija" (télévision) en "*dalekovidnica*" ("*vision lointaine*") a, en revanche, fait long feu. Dans ce pays, les films serbes ont un temps été sous-titrés ... jusqu'à ce que les continuelles crises de rire des téléspectateurs ne viennent mettre un point final à cette étrange pratique burlesque.

D'autres exemples d'artifices linguistiques nous sont également offerts ; mais en Bosnie, cette fois. En effet, les autorités bosniaques, soucieuses de la santé de leurs administrés, ont décidé de diffuser en serbe, en croate et en bosniaque - que « *fumer tue* ». Cette séparation linguistique, beaucoup la jugent artificielle et dictée par une volonté d'attiser les nationalismes. En réponse à ces contorsions, les bosniaques ont également réagi avec humour. En 2014, lors de manifestations en Bosnie, un slogan était apparu dans les cortèges : « *Gladni smo na sva tri jezika !* » ("*Nous avons faim en trois langues !*"). Les dirigeants du Monténégro, indépendant de la Serbie depuis 2006, se sont, quant à eux, hâtés de faire ajouter deux lettres dans leur alphabet ... 🗡️